

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC

8 rue de Vimoutiers
14290 Orbec

Références : 2025-200
Code AIOT : 0005303657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC implanté 8 rue de Vimoutiers 14290 Orbec. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a consisté à examiner les suites données à l'inspection du 7 mars 2024 menée sur le thème du contrôle des installations électriques. Il était attendu une action volontariste de l'exploitant pour traiter les très nombreuses observations mentionnées dans les précédents rapports de contrôle réglementaire des installations électriques et mettre un terme à l'évolution à la hausse des observations. Des engagements en ce sens ont été pris à la suite de l'inspection de mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC
- 8 rue de Vimoutiers 14290 Orbec
- Code AIOT : 0005303657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère d'Orbec, spécialisée dans la fabrication de camemberts, est une filiale du groupe LACTALIS.

L'activité sur le site a commencé en 1958.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
2	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris du retard dans les engagements pris, mais la tendance est positive et une démarche véritablement volontariste pour résoudre le problème a bien été engagée. Des actions correctives restent à finaliser. Elles font l'objet des demandes d'action corrective du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux

dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »
...
Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
...

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a poursuivi le traitement des observations résultant du contrôle des installations électriques. Le dernier contrôle (27/06/2024) fait apparaître 167 observations dont 23 nouvelles. L'exploitant a confié le traitement des observations hors BAES à une société spécialisée. Le devis global était établi à l'été, mais la validation en décembre a modifié le séquençement initial de traitement et constat du solde des observations qui ciblait un contrôle final en décembre. Le nouveau planning prévoit un passage de l'organisme de contrôle des installations électriques du 2 au 6 juin, après la réalisation des notes de calculs, schémas de raccordement par la société spécialisée mandatée, des travaux correctifs confiées à la société de maintenance des installations électriques et des visites initiales manquantes. L'objectif est de lever les observations et de réduire au maximum possible, les limites d'intervention relevées. L'exploitant confirme que les essais et tests nécessitant de couper le TGBT seront faits. Toutes les commandes ont été passées le 11 février 2025. Le Q18 du 27 juin 2024 fait apparaître que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. Toutefois, ce Q18 comporte 2 items de contrôle sur 8 qui n'ont pu être vérifiés. L'exploitant a fait procéder à un contrôle Q19 annuel. Toutes les anomalies ont été corrigées. L'exploitant s'est doté d'une caméra thermique qui lui permet de faire ses propres contrôles. Il s'impose un contrôle annuel indépendant fait par un organisme extérieur. L'exploitant a présenté son programme de maintenance préventive et son outil interne de suivi de toutes les interventions de maintenance. La feuille d'enregistrement du dernier contrôle thermographique des armoires électriques réalisé le 29 juillet 2024 a été consultée sans susciter d'observation particulière. Les contrôles étaient déclarés conformes. Le prochain contrôle Q19 est prévu en avril 2025 et le programme de contrôle thermographique interne prévoit de le mener en juillet.</p>
--

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport du contrôle des installations électriques prévu en juin dès réception accompagné d'une note de synthèse faisant le point sur l'avancement du traitement des observations et sur la levée des limites d'intervention, sous trois mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Constats

Suite à la précédente inspection (07/03/24), l'exploitant a informé l'inspection fin mars 2024 d'avoir passé commande d'une étude pour cartographier les zones ATEX et établir le DRPCE à la société DEKRA. Le 7 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de zonage ATEX de son établissement.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté le plan de localisation des zones ATEX avec mention des actions réalisées et de celles en cours. Ces actions sont issues du DRPCE daté du 29/04/2024. L'inspection relève qu'il reste à l'approuver selon le processus qualité interne à DEKRA et à le valider par l'exploitant. Cette version du DRPCE a été transmise à l'inspection en amont du contrôle. Ce document liste un certain nombre d'actions à mener. Parmi celles en cours, l'exploitant a indiqué qu'il avait planifié pour mars 2025 la mise en œuvre des actions visant à optimiser le classement des zones ATEX liées à la chaufferie gaz (déclasser le local en créant des ouvertures en partie haute et en partie basse de la chaufferie) et à l'installation de production d'eau glacée fonctionnant avec du R1234ze présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosivité (canaliser les rejets des soupapes et rehausser leur point de rejet commun pour n'inclure aucun équipement dans la sphère de 2 m à prendre autour du point de rejet délimitant la zone ATEX de type 2). Ces démarches vont dans le sens d'une réduction des risques.

Le DRPCE comporte de nombreuses recommandations pour les différentes installations concernées par la problématique des zones ATEX. Il n'a pas été présenté de plan d'actions précis déclinant les diverses recommandations et leur état d'avancement, mais un état synthétique de la situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 2 mois le DRPCE approuvé par DEKRA et validé par ses soins et un bilan de la mise en œuvre des recommandations du DRPCE avec un focus particulier sur les 2 chantiers d'optimisation des zones ATEX relatifs à la chaufferie et à l'installation de production de froid.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage la mise en œuvre des affichages au niveau de zones ATEX du site, à savoir les secteurs des 2 cuves de propane (chaufferie et chauffage de l'atelier de maintenance) et le local de charge.</p> <p>Pour le local de charge, l'affichage spécifique a été constaté. L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait d'ajouter un marquage au sol pour délimiter une zone où l'entreposage de matières combustibles serait strictement interdit.</p> <p>L'inspection a noté que l'armoire électrique située à proximité de la zone de charge présentait des égouttures. L'exploitant a précisé qu'il y avait eu une infiltration d'eau de pluie depuis la toiture et qu'une réparation avait été faite. Il semble nécessaire de clarifier l'origine de ces égouttures.</p> <p>La visite des deux cuves a montré que les affichages ATEX n'étaient pas ou plus en place. La petite cuve de propane dédiée au chauffage de l'atelier de maintenance comportait à sa base un amoncellement de structures métalliques d'échafaudage recouvrant la canalisation d'alimentation de l'atelier. Il ne semble pas approprié de conserver cet amoncellement d'autant qu'il ne permet pas la réalisation d'un contrôle visuel complet et aisé de la cuve. A noter que la surface environnant la cuve était entretenue et globalement dégagée.</p> <p>Pour la cuve cylindrique horizontale de propane de la chaufferie, il a été localisé l'emplacement de la vanne de commande de l'arrosage/refroidissement de la cuve. Le dispositif n'a pas été testé, mais il a été fait observer que l'emplacement du regard et l'absence de protection n'étaient pas des facteurs favorables à sa manœuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un affichage pérenne et résistant aux conditions météorologiques des zones ATEX et des consignes à respecter au niveau des deux cuves sous 2 mois.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'examiner les solutions techniques permettant de rendre plus sûre et aisée la manœuvre de la vanne de commande de l'arrosage du réservoir horizontal de propane en cas d'accident et de faire des propositions d'amélioration de la sécurité de l'agent qui aurait pour mission de manœuvrer la vanne sous 4 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois